

DONNÉES PRINCIPALES

Transformer l'éducation vers l'ODD 4

Rapport d'enquête sur les mesures prises
par les pays pour transformer l'éducation



L'UNESCO : chef de file pour l'éducation

L'éducation est la priorité absolue de l'UNESCO car c'est un droit humain fondamental qui constitue la pierre angulaire de la paix et du développement durable. L'UNESCO est l'agence des Nations Unies spécialisée pour l'éducation. Elle assure un rôle moteur aux niveaux mondial et régional pour renforcer le développement, la résilience et la capacité des systèmes nationaux d'éducation au service de tous les apprenants. L'UNESCO dirige également les efforts pour répondre aux défis mondiaux actuels par le biais de l'apprentissage transformateur, en mettant particulièrement l'accent dans toutes ses actions sur l'égalité des genres et l'Afrique.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

L'agenda mondial Éducation 2030

En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation, l'UNESCO est chargée de diriger et de coordonner l'agenda Éducation 2030, qui fait partie d'un mouvement mondial visant à éradiquer la pauvreté, d'ici à 2030, à travers 17 Objectifs de développement durable. Essentielle pour atteindre chacun de ces objectifs, l'éducation est au cœur de l'Objectif 4 qui vise à « **assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** ». Le Cadre d'action Éducation 2030 définit des orientations pour la mise en œuvre de cet objectif et de ces engagements ambitieux.



Publié en 2024 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2024



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Les images marquées d'un astérisque (*) ne font pas l'objet de la licence CC-BY-SA et ne peuvent pas être utilisées ou reproduites sans l'accord des ayants droit.

Titre original : *Highlights: Transforming Education Towards SDG 4: Report of a global survey on country actions to transform education*
Publié en 2024 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs, ce ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'organisation.

Photo de couverture : © UNESCO/Emily Pinna; palidachan/Shutterstock.com*; JOKE_PHATRAPONG/Shutterstock.com*; George Rudy/Shutterstock.com*; tree branch: original by Aurélia Mazoyer

Graphisme de la couverture : Aurélia Mazoyer

Illustrations : UNESCO

Icons: Denys Drozd/Shutterstock.com*; mugiberkah/Shutterstock.com*; TMvectorart/Shutterstock.com*; Skylines/Shutterstock.com*; JB Studio Design/Shutterstock.com*; The Studio/Shutterstock.com*; Sudowoodo/Shutterstock.com*; Pranch/Shutterstock.com*; kosmofish/Shutterstock.com*; Lunaraa/Shutterstock.com*; lanastace/Shutterstock.com*; GoperVector/Shutterstock.com*

Mise en pages : UNESCO

Impression : UNESCO

Imprimé en France

Table des matières

1. Introduction	4
2. Messages clés	5
3. Pistes de transformation	8
4. Actions des pays pour transformer l'éducation	10
4.1 Inclusion, équité et égalité des genres	12
4.2 Enseignants	13
4.3 Contenus et méthodes d'apprentissage	15
4.4 Gouvernance et gestion des données	16
4.5 Transformation et apprentissage numériques	18
4.6 Éducation et protection de la petite enfance	19
4.7 Enseignement supérieur et recherche	21
4.8 Reprise post-COVID-19	22
4.9 Engagement des jeunes	23
5. Financement de l'éducation	25
5.1 Financement national	25
5.2 Aide internationale à l'éducation	27
Bibliographie	29

1. Introduction

Voici un résumé du document intitulé *Transforming Education Towards SDG 4: Report of a global survey on country actions to transform education* (Transformer l'éducation pour se rapprocher de l'ODD 4 : rapport d'enquête sur les mesures prises par les pays pour transformer l'éducation), préparé par l'UNESCO et qui sera bientôt publié.

L'éducation est un droit humain fondamental qui permet la réalisation d'autres droits humains. La vision de l'objectif de développement durable 4 (ODD 4), « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », consiste à transformer des vies par l'éducation en reconnaissant le rôle de catalyseur de l'éducation et de moteur de développement et de réalisation de tous les ODD.

À l'approche de l'échéance de 2030, la crise mondiale de l'éducation s'aggrave, avec 250 millions d'enfants et de jeunes non scolarisés¹ et 40 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire manquant de compétences de base en lecture, avec des disparités et des inégalités importantes et persistantes entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci.² Il manque 44 millions d'enseignants à travers le monde³ et le déficit de financement annuel des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur pour atteindre leurs objectifs nationaux dans le cadre de l'ODD 4 s'élève à 97 milliards de dollars.⁴

Un engagement politique et des actions ciblées sont essentiels pour inverser ces tendances.

Inspiré par le rapport de la Commission internationale de l'UNESCO sur Les futurs de l'éducation, *Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation*,⁵ le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé, dans son rapport *Notre Programme commun*, que le Sommet sur la transformation de l'éducation 2022 devait forger une vision commune de l'éducation et accélérer les progrès vers l'ODD 4.⁶ Le Sommet a servi de plateforme pour repenser le but, le contenu et la mise en œuvre de l'éducation ainsi que pour galvaniser l'ambition et l'engagement politique, aboutissant à 143 déclarations d'engagement nationales et plusieurs appels à l'action.

Le Comité directeur de haut niveau (CDHN) de l'ODD 4, mandaté pour diriger le suivi du Sommet, a demandé à son Secrétariat interinstitutionnel basé à l'UNESCO d'élaborer un Tableau de bord des engagements et mesures prises par les pays pour transformer l'éducation en tant qu'outil de suivi des engagements des pays.

À la veille du Sommet sur les ODD en septembre 2023, l'UNESCO a lancé le Tableau de bord des engagements des pays, qui présente l'analyse des engagements de 143 pays, et les États membres ont également été invités à participer à l'enquête sur les mesures prises par les pays pour transformer l'éducation. L'enquête a été complétée par 91 gouvernements nationaux (46,7 %). Sur ces 91 pays, 73 (soit 51,1 % des 143 pays ayant pris des engagements) ont soumis à la fois des déclarations d'engagement nationales et des réponses à l'enquête.

Que signifie transformer l'éducation ?

- **Transformer l'éducation** implique de repenser le but, le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'éducation comme un processus holistique et tout au long de la vie, en veillant à ce qu'elle s'adapte à un contexte mondial en mutation rapide pour répondre aux besoins de chaque individu qui contribue ensuite à l'avenir pacifique, inclusif et durable de l'humanité et de la planète.
- **Les actions transformatrices** sont examinées de manière générale et inclusive, en se référant à des mesures, stratégies ou politiques de différents niveaux visant à réinventer les systèmes éducatifs pour transformer l'éducation. Les actions transformatrices englobent à la fois des améliorations graduelles ou à petite échelle et des changements systématiques plus importants qui s'alignent mieux sur l'évolution des besoins des apprenants dans le cadre d'un nouveau contrat social.

Appels à l'action lancés lors du Sommet sur la transformation de l'éducation

- L'égalité des genres et l'autonomisation des filles et des femmes dans et par l'éducation
- L'apprentissage numérique public de qualité pour tous
- L'éducation verte
- La résolution de la crise de l'éducation
- L'éducation dans les situations de crise
- Investir davantage, plus équitablement et plus efficacement

2. Messages clés

1. Il n'y a pas de façon unique de transformer l'éducation.

- Les approches de transformation de l'éducation devraient être contextualisées en fonction de la réalité unique de chaque pays, y compris son environnement politique, ses capacités institutionnelles et ses conditions économiques et socioculturelles.
- Pour optimiser le succès de la transformation, quatre conditions critiques doivent être prises en compte : (i) une vision commune et l'appropriation du programme de transformation, (ii) des politiques et stratégies alignées, (iii) l'engagement et l'autonomisation des acteurs locaux et (iv) des structures de gouvernance efficaces pour la responsabilisation et l'engagement.

7/10

Sept pays sur dix ont déclaré avoir intégré les engagements pris dans le cadre du Sommet dans leurs politiques et/ou plans d'éducation nationaux par le biais de révisions participatives.



Bien que de nombreuses actions transformatrices soient signalées, l'accent a **moins été mis** sur les mécanismes permettant d'en évaluer **l'efficacité**.

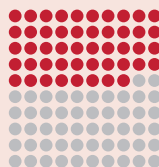
2. Le financement de l'éducation est vital pour le programme de transformation de l'éducation, mais un financement adéquat et soutenu de l'éducation demeure un défi persistant.

- Les pays doivent mobiliser des fonds supplémentaires pour atteindre leurs objectifs nationaux liés à l'ODD 4, tout en améliorant l'efficacité et l'efficience de l'utilisation de ces ressources. Transformer le financement de l'éducation nécessite des solutions de financement universelles, durables et systémiques.
- Un financement efficace de l'éducation exige de réduire les inefficacités, d'améliorer la gouvernance, de lier les investissements aux résultats de l'éducation et de garantir la responsabilisation afin de maximiser l'impact et la rentabilité des investissements dans le secteur.
- L'aide internationale demeure vitale en tant que complément des ressources nationales, pour aider les pays à catalyser la transformation du secteur. Les pays et la communauté mondiale doivent accroître les investissements consacrés à l'éducation, toutes sources confondues, y compris par des solutions de financement innovantes complémentaires aux ressources publiques nationales, et améliorer la collaboration et la mobilisation des ressources intersectorielles.

86%

Les ressources nationales représentent la plus grande part du financement de l'éducation (environ 97 %). Dans l'ensemble, 86 % des pays ont déclaré avoir pris **des mesures concrètes** pour améliorer le financement national de l'éducation, ces actions étant axées sur l'augmentation du volume des financements publics destinés à l'éducation et sur la protection des budgets de l'éducation en temps de crise et de contraintes budgétaires.

Seuls quelques pays donateurs respectent le critère de référence consistant à allouer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) et ils sont encore moins nombreux à consacrer les 15 % recommandés à l'éducation. **Près de la moitié (48 %)** des pays donateurs ayant répondu ont fait état de **mesures concrètes** visant à améliorer l'aide internationale à l'éducation et, notamment, un soutien à la justice fiscale mondiale et à des réformes de leur système fiscal national afin d'élargir leur marge de manœuvre budgétaire et de permettre aux gouvernements d'accroître leurs dépenses dans l'éducation.



3. Tous les pays ont fait état de mesures en faveur de l'inclusion, de l'équité et de l'égalité des genres, mais des lacunes subsistent.

- Malgré les progrès accomplis, des défis importants persistent en matière d'inclusion, soulignant la nécessité de stratégies ciblées pour les relever.
- Les enfants et les jeunes réfugiés et autres déplacés de force sont gravement menacés d'exclusion scolaire. Aussi les pays s'efforcent-ils d'inclure les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés dans leurs plans et systèmes éducatifs nationaux.



Les 91 pays qui ont répondu ont pris des mesures en faveur de l'inclusion, de l'équité et de l'égalité des genres (l'engagement de ne laisser personne pour compte au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030) en accordant une attention et un **soutien particuliers aux filles et aux femmes** ainsi qu'aux apprenants confrontés à différents défis qui les rendent plus vulnérables, tels que le handicap, la pauvreté et le fait de vivre dans des zones éloignées ou rurales.

4. La transformation numérique couvre tous les domaines thématiques, soulignant sa contribution essentielle à la transformation de l'éducation.

- Guidés par les principes d'inclusion, d'équité, de qualité et d'accessibilité, trois « clés » (le contenu, la capacité et la connectivité) doivent être utilisées pour libérer le pouvoir de l'apprentissage numérique, le rendre plus accessible universellement et en faire un pilier plus fiable d'expériences éducatives holistiques.



Les pays investissent dans le renforcement du soutien et du développement des enseignants en tirant parti des **outils numériques** pour leurs pratiques pédagogiques.



Les pays se sont presque universellement engagés et ont fait part d'actions en faveur de l'**apprentissage numérique**, beaucoup donnant la priorité à l'expansion de la connectivité Internet à des fins éducatives tout en promouvant l'équité et l'inclusion.



La qualité des contenus d'apprentissage numérique est une préoccupation relativement négligée, et seuls quelques pays ont fourni des exemples de plateformes d'apprentissage numérique sanctionnées par leur gouvernement. Les **plateformes d'apprentissage numériques** doivent être librement accessibles tout en s'efforçant de protéger la confidentialité des données et le bien-être numérique des apprenants et des éducateurs.

5. Pour transformer l'éducation, il convient d'accorder la priorité aux investissements dans la profession enseignante en veillant à ce que les enseignants soient qualifiés, formés professionnellement, motivés et bien soutenus.

- Les enseignants sont les agents clés de la transformation de l'éducation. Remédier à la pénurie mondiale d'enseignants, estimée à près de 44 millions d'ici 2030⁷, est une priorité urgente qui nécessite le recrutement systématique d'enseignants, leur formation et la planification de leur maintien en poste.



Neuf pays sur dix déploient des actions transformatrices dans **la formation des enseignants et le développement professionnel** en mettant en place de nouvelles compétences pédagogiques, des outils numériques et des programmes d'études renouvelés afin que les enseignants puissent répondre aux divers besoins des apprenants dans un contexte d'évolution des exigences éducatives.



L'amélioration des conditions de travail et de l'autonomie professionnelle est essentielle pour rendre la profession enseignante plus attrayante et maintenir l'offre d'enseignants suffisante et durable. Pourtant, un nombre relativement plus restreint de pays (six sur dix) ont signalé des mesures dans ces domaines critiques.

6. L'adoption d'une approche holistique, globale et tout au long de la vie, qui tient compte du développement et du bien-être des apprenants individuels et de la société est essentielle à la transformation de l'éducation.

- Repenser l'objectif, le contenu et la mise en œuvre de l'éducation est au cœur de la transformation de l'éducation, avec une perspective d'apprentissage tout au long de la vie qui prend en compte les transitions multidimensionnelles auxquelles le monde d'aujourd'hui est confronté. Après avoir intégré ces aspects transformateurs dans les programmes scolaires, le défi consiste à développer les capacités, les conditions et les processus nécessaires à leur mise en œuvre effective, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle de classe.



Presque tous les pays (95 %) ont fait état de mesures visant à renouveler et à **mettre à jour les contenus des programmes scolaires**, et 88 % des pays ont fait état de l'actualisation de leur approche pédagogique.



Huit pays sur dix intègrent dans leurs processus d'enseignement et d'apprentissage l'éducation au service du **développement durable**, y compris l'éducation verte, et les compétences pour le travail, avec par exemple l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), en réponse à la crise climatique mondiale et à l'évolution des demandes du marché du travail induite par la transition verte et numérique.

L'intégration de l'**éducation et de la protection de la petite enfance** est apparue comme l'un des domaines thématiques où le plus grand nombre d'actions par pays a été signalé (92 %) et la deuxième plus grande différence par rapport au niveau d'engagement (55 points de pourcentage) après l'engagement des jeunes (56 %).



Les trois quarts des pays ayant répondu à l'enquête font état d'actions transformatrices visant à favoriser les compétences des apprenants au XXI^e siècle, l'apprentissage social et émotionnel, ainsi que la santé physique et mentale et le bien-être. Il reste néanmoins à relever le défi du développement des capacités, des conditions et des processus nécessaires à une mise en œuvre efficace **à l'intérieur et à l'extérieur de la salle de classe**.

7. Un engagement véritable et significatif des parties prenantes, en particulier les jeunes, les étudiants et les enseignants, et une gouvernance efficace sont nécessaires pour transformer l'éducation.

- Placer l'engagement des jeunes dans le cadre juridique d'un pays, élaborer et financer une politique de la jeunesse et inviter les jeunes leaders à s'asseoir à la table des décisions sont des étapes naturelles et stratégiques à co-créer avec les jeunes.
- Dans la réalisation de leurs engagements nationaux en faveur de la transformation de l'éducation, de nombreux pays cherchent à atteindre l'ODD 4 et leurs objectifs nationaux en adoptant une approche transformatrice, pangouvernementale et pansociale, et en s'appuyant sur les systèmes et mécanismes de coordination existants.



L'engagement des jeunes dans l'éducation augmente, les trois quarts des pays faisant état de mesures prises pour leur implication.

3. Pistes de transformation

Le Chapitre 2 illustre *la manière* dont les pays ont procédé à la transformation de l'éducation en se référant aux quatre « pistes de transformation » interconnectées (**Figure 1**) et aux stratégies indicatives suggérées dans la note d'orientation du CDHN, mettant en évidence les bonnes pratiques à différents stades d'un cycle politique : « Créer une appropriation plus large et plus profonde de l'engagement », « Passer de l'engagement au plan politique », « Passer des politiques et des plans à l'action » et « Rendre compte des engagements, des actions et des résultats ».

Figure 1. Quatre conditions préalables pour optimiser la réussite de la transformation

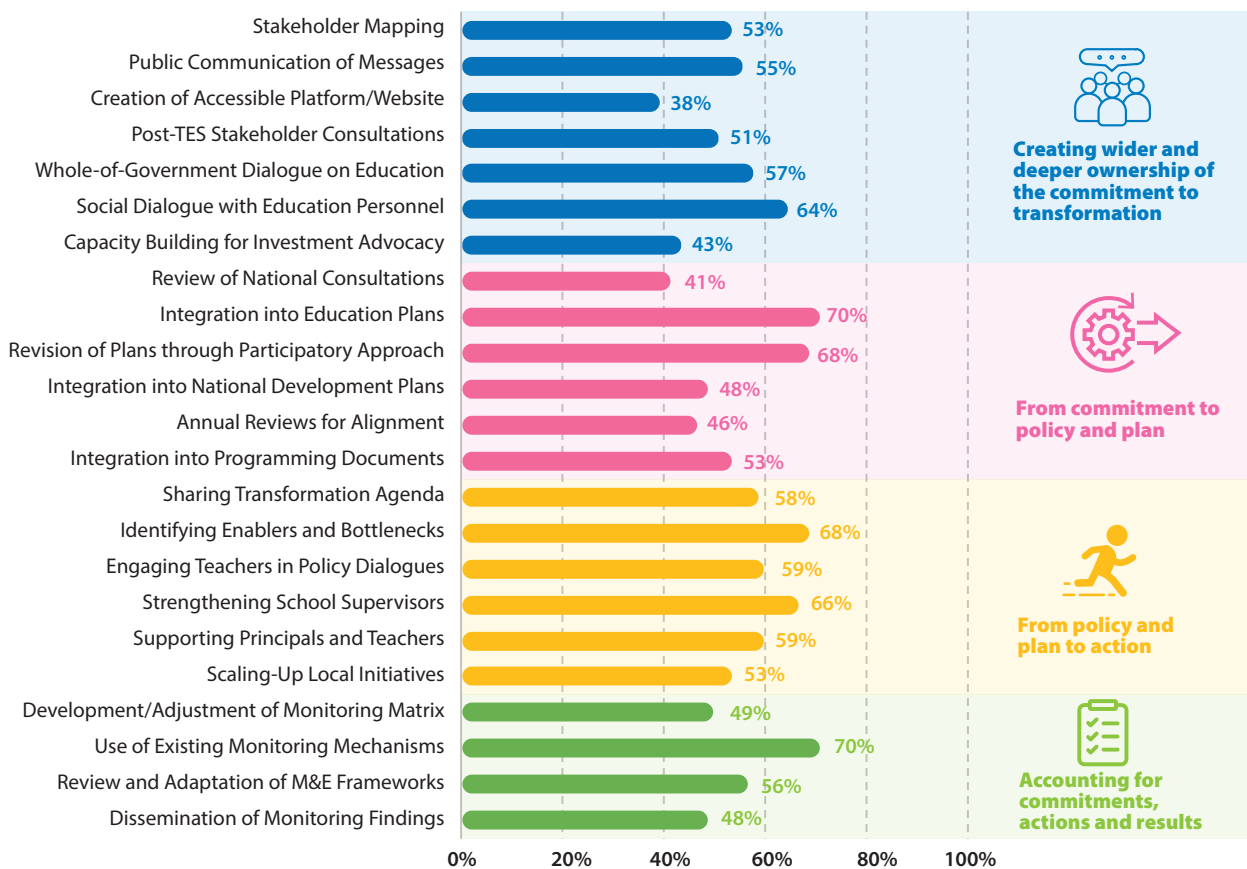


Transformer l'éducation exige l'adoption d'une approche holistique. L'enquête indique que les pays font des progrès dans la transformation de leurs systèmes éducatifs, avec des approches différentes adaptées à leurs contextes spécifiques (**Figure 2**).

1. **Susciter une appropriation plus large et approfondie** des engagements implique : a) de sensibiliser les ministères et les organismes extérieurs à l'éducation au message mondial et aux engagements nationaux et à la manière dont leur contribution et leur collaboration sont essentielles pour transformer l'éducation ; b) de sensibiliser les acteurs locaux et scolaires afin qu'ils soutiennent la transformation. La plupart des pays font état de la mobilisation des parties prenantes par la communication publique, la consultation, le dialogue pangouvernemental et le dialogue social. Peu de pays (38 %) ont indiqué avoir créé des plateformes Web accessibles pour une diffusion plus large.

- 2. Passer de l'engagement aux politiques et aux plans :** La volonté politique et l'élan suscités par le Sommet ont été propices à l'intégration du programme de transformation dans les politiques et les plans préexistants des pays. Sept pays sur dix ont déclaré avoir intégré les engagements pris dans le cadre du Sommet sur la Transformation de l'Éducation dans leurs politiques et/ou plans d'éducation nationaux.
- 3. Passer des politiques et des plans à l'action :** La mise en œuvre des politiques et des plans nécessite d'identifier les goulets d'étranglement spécifiques au pays, les solutions pour les surmonter et les moyens de tirer parti des catalyseurs. Ce besoin est particulièrement vital lorsqu'il s'agit d'harmoniser les priorités et les stratégies politiques des différentes parties prenantes et de recueillir le soutien des acteurs de mise en œuvre locaux (en particulier les écoles et les enseignants). Au total, 68 % des pays rapportent avoir identifié les catalyseurs de mise en œuvre et les goulets d'étranglement. L'Estonie et les Émirats arabes unis, par exemple, rapportent un engagement actif des parties prenantes dans l'identification et la résolution des défis de mise en œuvre afin d'assurer l'alignement à tous les niveaux.
- 4. La prise en compte des engagements, des actions et des résultats** repose sur une double approche : sur la scène mondiale, par le biais des rapports des États membres sur leurs progrès réalisés pour atteindre l'ODD 4 et le suivi du Sommet, et au sein de chaque pays, où divers acteurs sont habilités à rendre compte de leurs rôles dans ces efforts. Au total, 70 % des pays ont répondu avoir utilisé des mécanismes de suivi et d'évaluation, mais seulement 49 % ont indiqué avoir élaboré de nouvelles matrices ou les avoir ajustées. L'Albanie et le Sénégal, par exemple, ont entrepris d'améliorer leurs systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) pour y intégrer des indicateurs de transformation.

Figure 2. Pourcentage de pays mettant en œuvre des stratégies sur les Pistes de transformation (n=91)



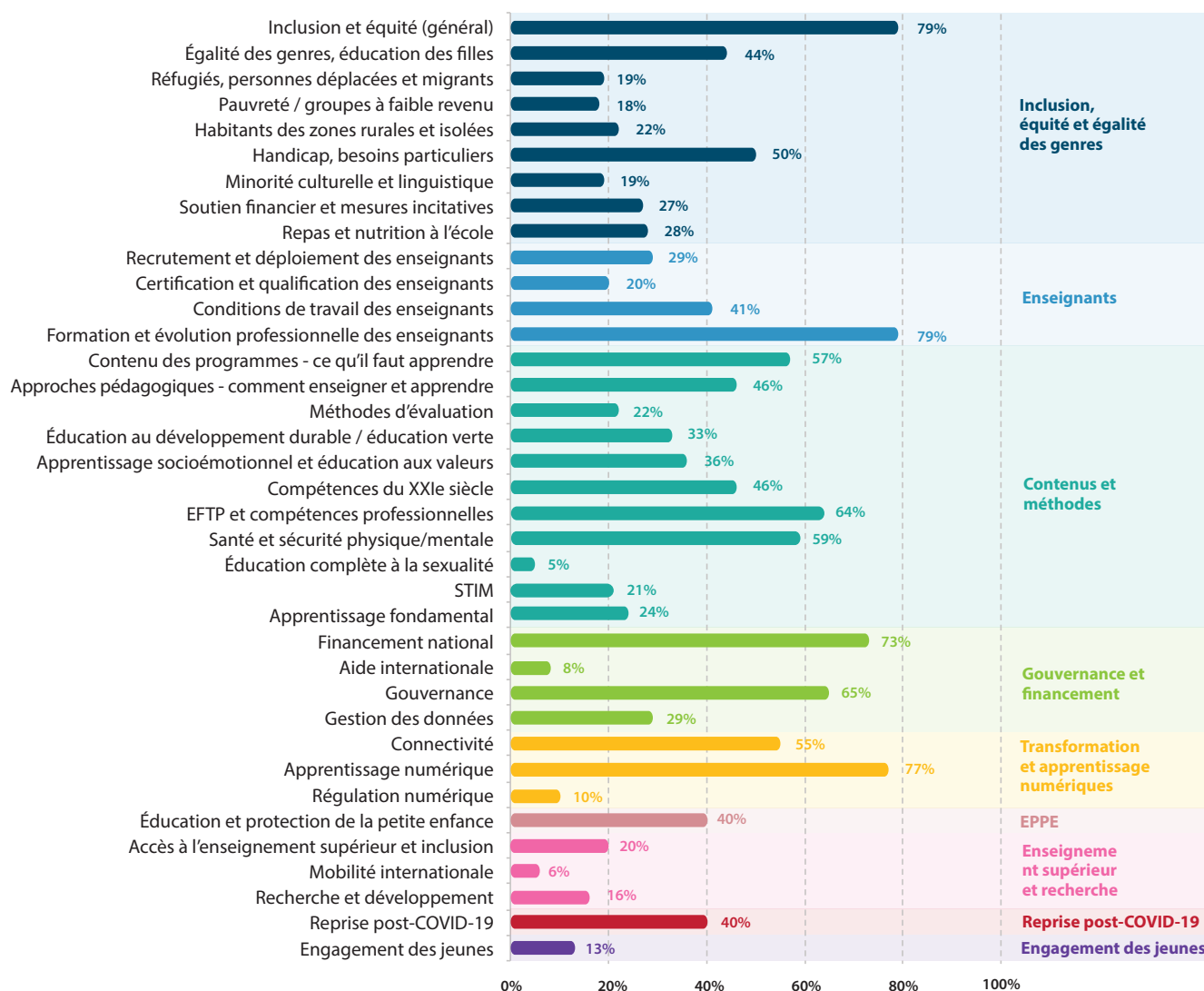
4. Actions des pays pour transformer l'éducation

Les énoncés d'engagements nationaux ont été analysés selon 9 thèmes et 37 sous-thèmes (**Figure 3**). L'enquête demandait aux pays quelles actions transformatrices inspirées par le Sommet ils avaient initiées ou entreprises suite à leurs déclarations d'engagement nationales.

Le Chapitre 3, « Actions des pays pour transformer l'éducation », présente l'analyse des actions transformatrices déployées dans les pays en ce qui concerne les 9 domaines thématiques. Ce chapitre montre d'abord dans quelle mesure les pays ont traduit leurs engagements en utilisant le cadre analytique utilisé pour le Tableau de bord des engagements et actions des pays. Il examine ensuite les transformations émergentes en utilisant des exemples de pays et de bonnes pratiques, en mettant particulièrement l'accent sur les actions transformatrices liées aux cinq Appels à l'action thématiques.

Étant donné que les déclarations d'engagement nationales se voulaient succinctes et axées sur un petit nombre de domaines prioritaires, il existe des différences visibles entre les thèmes retenus par les pays. Les cinq principaux

Figure 3. Engagements des pays : pourcentage de pays ayant pris des engagements par sous-thème (n=143 pays)



domaines thématiques sont étroitement liés aux cinq Pistes d'action thématiques du Sommet sur la transformation de l'éducation (écoles inclusives, équitables, sûres et saines ; apprentissage et compétences ; enseignants ; apprentissage et transformation numériques ; financement de l'éducation).

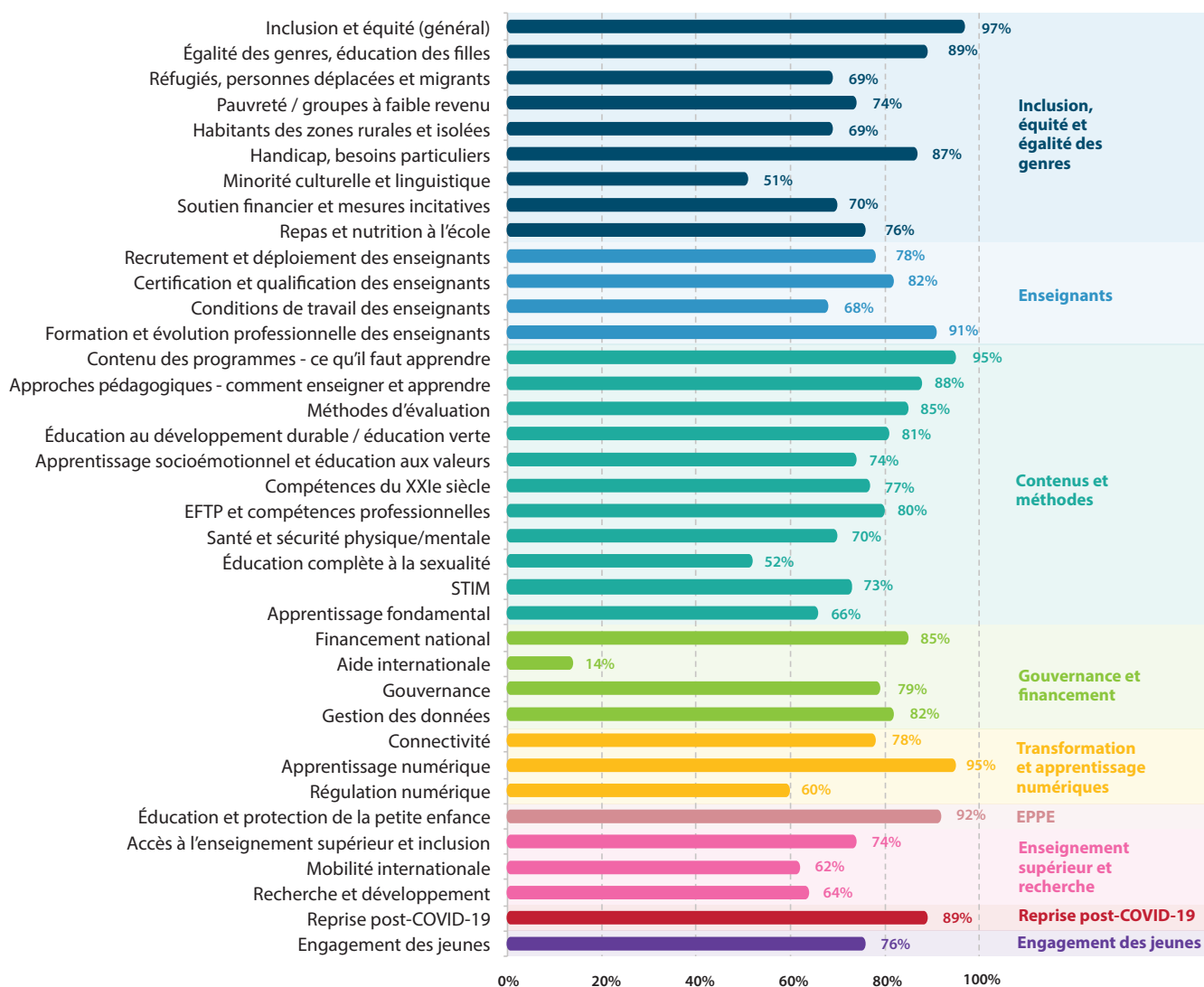
La **Figure 4** montre les pourcentages de pays qui ont déclaré avoir entrepris des actions par domaine thématique. Les pays ont mis en œuvre des actions de transformation dans les domaines thématiques qui ne sont pas visibles dans leurs déclarations d'engagements nationales, en particulier en ce qui concerne l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) et les efforts de reprise post-COVID-19. En particulier, seulement 18 % des déclarations d'engagement des pays exprimaient des engagements en faveur de l'implication des jeunes, mais les trois quarts des pays ont déclaré avoir pris des mesures dans ce domaine.



Les actions des pays vont souvent au-delà de leurs engagements déclarés, soulignant que ce n'est pas parce qu'un pays ne s'est pas engagé dans un domaine thématique spécifique que des actions ne sont pas entreprises.



Figure 4. Actions des pays : pourcentage de pays ayant entrepris des actions par sous-thème (n=91 pays)

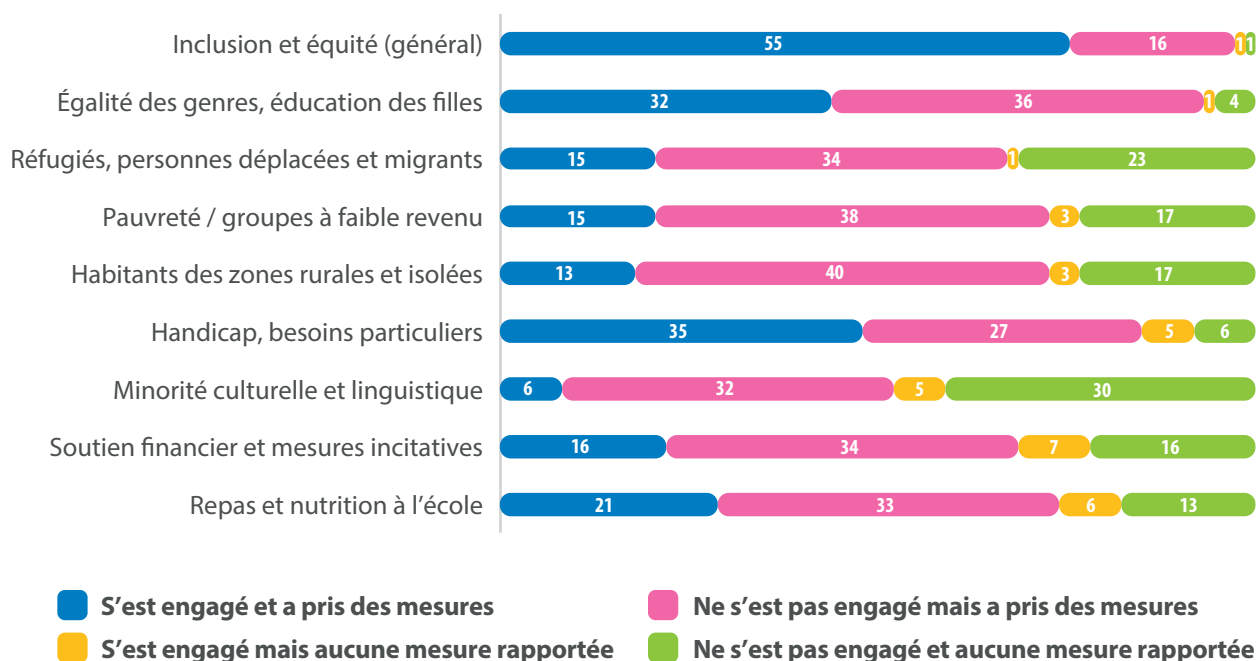


4.1 Inclusion, équité et égalité des genres

L'inclusion, l'équité et l'égalité des genres dans et par l'éducation sont essentielles pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'inclusion représente un parcours transformateur tant pour le système éducatif que pour la société dans son ensemble.⁸ Elle garantit que tous les apprenants, quelles que soient leur situation, leurs caractéristiques individuelles et leurs capacités, ont accès sans restriction à une éducation de qualité et peuvent y participer. Pour y parvenir, le système éducatif lui-même doit subir une transformation afin de mettre en valeur et de répondre à la diversité, et éliminer toute forme de discrimination.

La **Figure 5** montre que, sur les 73 pays qui ont soumis à la fois une déclaration d'engagement nationale et une enquête complétée, 36 (soit 49 %) ne se sont pas spécifiquement engagés en faveur de l'égalité des genres et/ou de l'éducation des filles et des femmes, mais ont tout de même pris des mesures en ce sens. Ainsi, 89 % des 91 pays ayant répondu ont signalé des mesures liées à ce sous-thème.

Figure 5. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre de l'inclusion, de l'équité et de l'égalité des genres (n=73 pays)



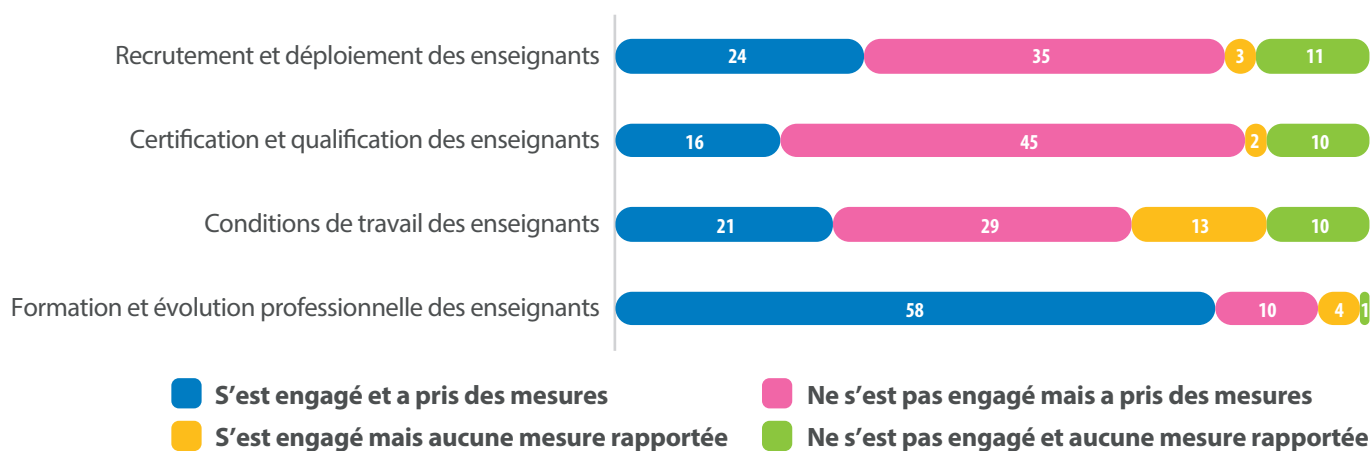
Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Éliminer les stéréotypes liés au genre et la discrimination pour promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion dans les systèmes éducatifs.	L'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Brésil, la Côte d'Ivoire, El Salvador, l'Estonie, la Lettonie, le Sénégal et la Zambie ont lancé des initiatives pour sensibiliser les éducateurs aux effets des stéréotypes liés au genre. L'Argentine a mis à jour ses politiques éducatives pour les mettre en conformité avec la législation nationale (lois 26,150 et 26,206). Ces lois impliquent la mise en œuvre d'actions éducatives globales et universelles dans le domaine des droits humains et de l'égalité des genres. Elles garantissent également aux élèves de recevoir une éducation complète à la sexualité (ECS) dans tous les établissements d'enseignement, publics ou privés, à tous les niveaux et pour toutes les modalités.

<p>Mettre en œuvre des changements systémiques afin d'inclure les personnes ayant des besoins spéciaux et handicapées dans l'éducation.</p>	<p>Bahreïn a mis en œuvre des programmes d'éducation spéciale dans 175 écoles ordinaires. Une partie de cette initiative consiste à mener des programmes de sensibilisation à l'intention des enseignants, du personnel administratif et de l'ensemble des élèves afin de veiller à ce que les écoles soient équipées pour répondre aux divers besoins des élèves handicapés afin qu'ils puissent apprendre dans les écoles ordinaires.</p>
<p>Lutter contre la pauvreté en investissant dans l'éducation et en promouvant des programmes d'apprentissage inclusifs.</p>	<p>La stratégie libanaise en matière d'éducation pour 2025 vise à offrir des chances égales aux enfants vulnérables, libanais et réfugiés, grâce à des frais de scolarité financés par le gouvernement pour les classes K à 9 et un programme de subventions conditionnées à une scolarisation, qui aide à couvrir les dépenses non liées aux frais de scolarité et bénéficie à environ 90 000 élèves issus des groupes les plus vulnérables dans les écoles publiques. Ce soutien financier à hauteur de 15 à 20 dollars par enfant et par mois sur deux années consécutives aidera à atténuer les pressions économiques qui poussent souvent les familles vers des solutions à court terme comme le travail des enfants ou le mariage précoce des filles. Cette initiative vise donc également à contribuer à la réduction du travail des enfants.</p>
<p>Améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants et les jeunes touchés par les crises grâce à des systèmes éducatifs inclusifs.</p>	<p>Le Costa Rica permet aux réfugiés et aux migrants d'accéder aux différents services éducatifs publics. L'Estonie a intégré près de 80 000 réfugiés ukrainiens dans son système éducatif en fournissant un soutien financier, matériel et de santé mentale substantiel.</p>

4.2 Enseignants

Les enseignants jouent un rôle crucial dans la défense du droit à l'éducation et ont un impact significatif sur l'apprentissage et le bien-être des élèves. La transformation de l'éducation dépend d'enseignants bien formés, professionnalisés, autonomes, hautement motivés et bien soutenus. Outre la pénurie mondiale d'enseignants estimée à 44 millions, la pandémie de COVID-19, la transition vers l'apprentissage numérique et les inégalités existantes ont accru la demande de transformation de la profession et de la pratique enseignantes. En réponse à ces défis, le Secrétaire général des Nations Unies a convoqué un Groupe de haut niveau (GHN) sur la profession d'enseignant, qui a émis une série de recommandations axées sur le renforcement de l'autonomie des enseignants, l'augmentation des investissements dans la formation des enseignants et la promotion de l'inclusion et de l'équité dans l'éducation.⁹

La **Figure 6** montre que 58 des 73 pays (79 %) qui ont soumis à la fois un engagement national et une réponse à l'enquête ont mis en œuvre leur engagement à transformer la formation des enseignants et le développement professionnel, tandis que 10 autres pays (14 %) ont fait état de telles actions sans s'engager explicitement à l'occasion.

Figure 6. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème lié aux enseignants (n=73 pays)


Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Remédier aux pénuries d'enseignants par l'autonomisation, l'amélioration de la formation et la collaboration.	<p>L'Allemagne, l'Estonie, l'Indonésie, l'Islande, le Kirghizistan, l'île Maurice, le Royaume des Pays-Bas et la Suisse s'emploient à remédier à la pénurie d'enseignants par des programmes de formation professionnelle, des réformes législatives, des campagnes de recrutement et une collaboration entre les gouvernements et les établissements d'enseignement.</p> <p>L'île Maurice a pris des mesures pour remédier à sa grave pénurie d'enseignants du primaire en créant des postes d'enseignants du primaire supplémentaires et en recrutant activement 600 éducateurs stagiaires du primaire, avec pour résultat escompté une augmentation de 16,4 % de la main-d'œuvre enseignante dans le primaire.</p>
Établir et maintenir un système complet de qualifications et de certifications des enseignants pour assurer l'accès à une éducation de haute qualité.	<p>Les Émirats arabes unis ont mis en place des normes de certification strictes pour les enseignants afin de s'assurer qu'ils répondent aux qualifications académiques requises et à l'expérience d'enseignement fixées par le décret relatif à la titularisation des enseignants. Le Kirghizistan a considérablement amélioré son processus de certification en l'automatisant, en créant une plateforme électronique et en dispensant une formation avancée à un grand nombre de ses enseignants en 2022 et 2023.</p>
Surmonter les difficultés de recrutement et de rétention en améliorant les conditions de travail et la rémunération.	<p>Le Bangladesh a institutionnalisé la Journée mondiale des enseignants en l'intégrant à la 2e catégorie la plus élevée d'événements nationaux et en la célébrant au niveau national afin de reconnaître et d'élever le statut social des enseignants et de promouvoir leur professionnalisation. La France a amélioré les conditions de travail des enseignants avec des augmentations de salaire et des possibilités supplémentaires de rémunération et de développement de carrière grâce au « Pacte enseignant ».</p>

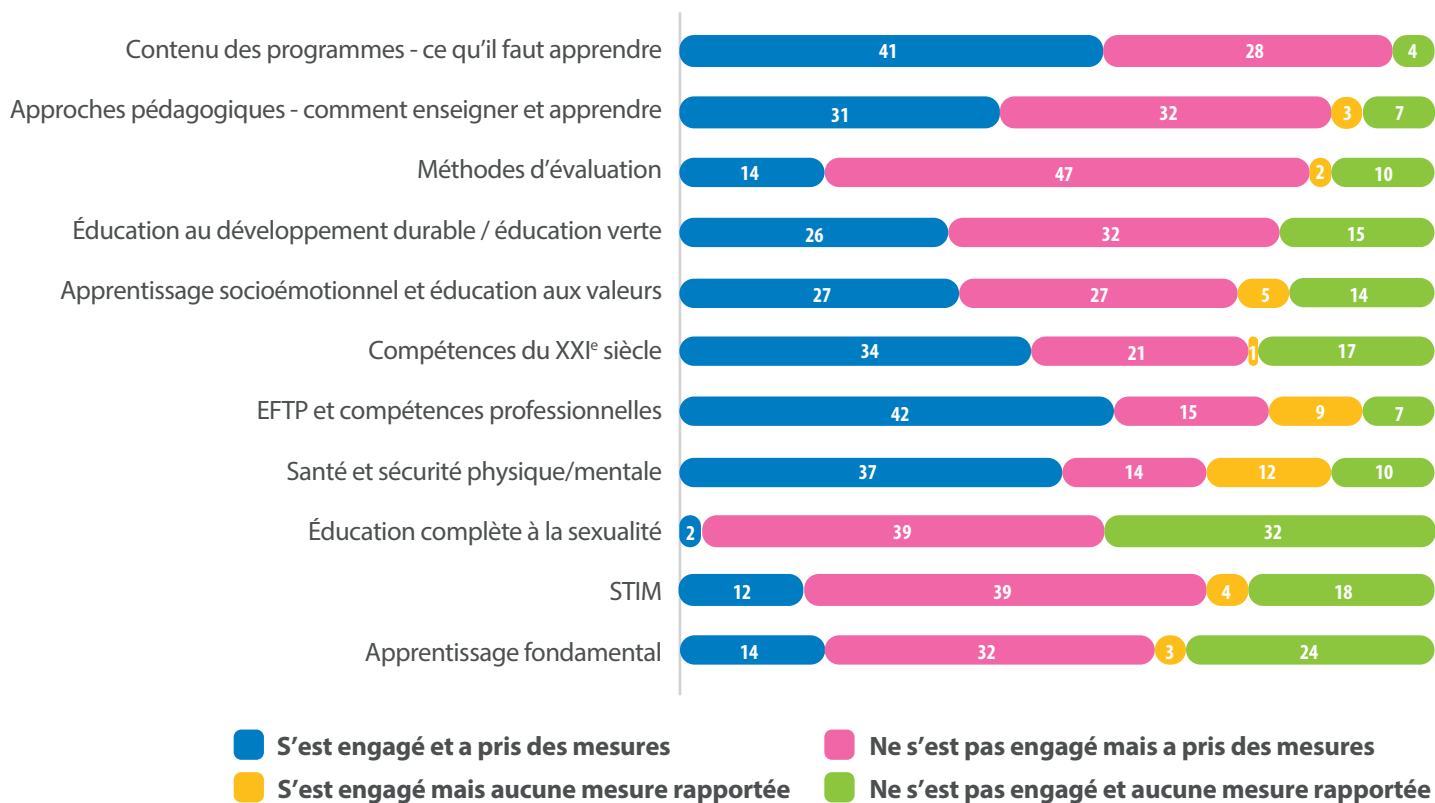
4.3 Contenus et méthodes d'apprentissage

Une approche holistique qui renouvelle les programmes d'études, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage et les possibilités d'apprentissage continu tout au long de la vie est au cœur de la transformation de l'éducation. Le rapport *Repenser nos futurs ensemble* de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation de l'UNESCO¹⁰ préconise un renouveau global visant à cultiver diverses formes de connaissances à travers des perspectives interdisciplinaires et interculturelles. Il peut s'agir par exemple de mettre l'accent sur l'importance de l'intégration de la durabilité environnementale et des compétences sociales et émotionnelles dans les programmes d'études.¹¹ Une telle approche peut préparer les apprenants aux défis futurs et favoriser l'émergence d'individus résilients et équilibrés.

La transformation implique de repenser le but de l'éducation ainsi que les programmes d'études, la conception de leurs contenus, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage et les évaluations pour encourager la pensée critique, la créativité et les compétences de résolution de problèmes afin de combler le fossé entre les méthodes éducatives traditionnelles et les besoins futurs. Transformer les contenus et les méthodes englobe également l'intégration d'outils numériques pour soutenir l'apprentissage personnalisé, des approches pédagogiques innovantes, la refonte des programmes d'études et la culture d'un environnement d'apprentissage qui favorise la pensée autonome, critique et bienveillante, la créativité et l'apprentissage tout au long de la vie.

La **Figure 7** montre que, sur les 73 pays qui ont à la fois soumis une déclaration nationale d'engagement et répondu à l'enquête, la plupart (42) ont pris un engagement et des mesures en matière d'« EFTP et de compétences pour le travail ». Bien que les « compétences pour le travail » englobent évidemment des questions beaucoup plus larges que le contenu des programmes, l'enquête met en évidence l'attention et les efforts des pays sur ce sous-thème, pour lequel 80 % de tous les pays ayant répondu ont signalé des actions.

Figure 7. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre des contenus et méthodes d'apprentissage (n=73 pays)



Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
<p>Promouvoir l'apprentissage holistique et le bien-être d'apprenants dotés de connaissances, d'aptitudes et de compétences diverses nécessaires pour l'avenir.</p>	<p>Les pays intègrent l'éducation au changement climatique et à l'environnement dans leurs programmes d'études pour s'assurer que les apprenants sont prêts à relever les défis environnementaux. Le projet Écoles vertes d'Oman encourage les pratiques et les infrastructures écologiques dans les écoles.</p> <p>Les pays améliorent l'éducation aux STIM et l'EFTP pour répondre aux demandes actuelles et futures du marché du travail. Plusieurs pays (Angola, Arabie Saoudite, Aruba, Argentine, Arménie, Bangladesh, Brésil, Émirats Arabes Unis, Estonie, Kirghizistan, Lettonie, Madagascar, Oman, Suisse et Timor-Leste) rendent compte des efforts déployés pour élargir et renforcer leurs programmes d'EFTP, soulignant leur rôle dans la fourniture aux étudiants des compétences pratiques nécessaires et directement applicables aux besoins du marché du travail et contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable.</p> <p>Les pays intègrent l'apprentissage social et émotionnel afin d'aider les élèves à acquérir des compétences pour gérer les émotions et établir des relations de soutien en créant des environnements scolaires favorables.</p> <p>Les pays accordent également la priorité au bien-être en mettant en œuvre des programmes complets de santé et de nutrition à l'école qui traitent à la fois de la santé physique et mentale. La Jordanie a montré que l'apprentissage social et émotionnel pouvait être intégré dans toutes les matières en l'intégrant dans le programme de mathématiques et de langue arabe.</p>
<p>Adopter des approches pédagogiques dynamiques axées sur l'apprenant pour donner aux élèves les moyens de façonner activement leur éducation. Les questions « Comment apprendre et comment enseigner » façonnent les approches pédagogiques pour répondre aux besoins du XXI^e siècle.</p>	<p>La Tunisie présente des rapports sur la construction de cadres d'apprentissage autour de diverses approches pédagogiques telles que l'apprentissage ludique, créatif, basé sur des projets et dans des situations authentiques. La Zambie a placé les pédagogies centrées sur l'apprenant au premier plan de toutes les leçons à tous les niveaux, comme l'illustre le projet zambien d'amélioration de l'éducation.</p>
<p>Adapter les méthodes d'évaluation aux contenus des programmes scolaires et aux approches d'apprentissage pour soutenir efficacement le développement holistique de chaque apprenant.</p>	<p>Le Timor-Leste révisé les évaluations afin de mesurer davantage de compétences que l'apprentissage par cœur, et la Côte d'Ivoire a intégré des calendriers consacrés au rattrapage scolaire et se concentre sur la conception et la mise en œuvre de nouveaux formats d'évaluation.</p>

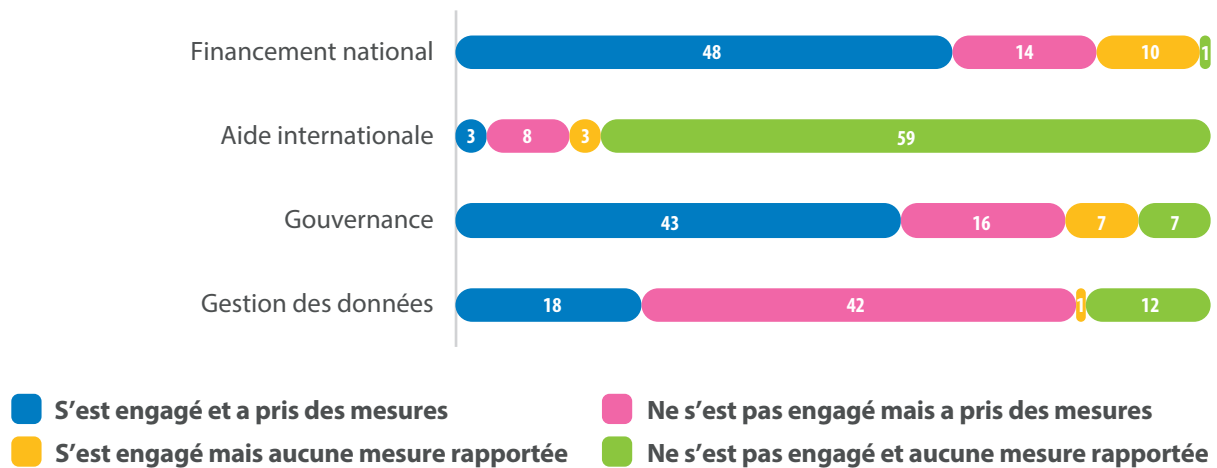
4.4 Gouvernance et gestion des données

Des systèmes éducatifs efficaces et équitables exigent une gouvernance solide et une gestion efficace des données, renforcées par une participation diversifiée des parties prenantes afin de garantir la transparence, la responsabilité et la résilience des systèmes éducatifs face aux défis futurs. D'une manière générale, la gouvernance désigne les processus, les politiques et les arrangements institutionnels qui lient les nombreux acteurs de l'éducation, y compris des domaines tels que les finances, la gestion et la réglementation, des ministères des Finances ou de l'Éducation à la salle de classe et à la communauté.¹²

Les réponses à l'enquête mettent en évidence l'engagement de nombreux pays en faveur d'une approche pansociale qui engage activement un large éventail de parties prenantes dans le processus de gouvernance, y compris les familles, les étudiants, les communautés et le secteur privé. Une approche pansociale reconnaît que le développement durable exige une collaboration intersectorielle. Transformer l'éducation exige également un engagement en faveur de la transparence, de l'efficacité et de la responsabilité dans la gouvernance, où gouvernance et gestion des données travaillent main dans la main.

La **Figure 8** montre que 59 des 73 pays (81 %) qui ont soumis à la fois un engagement national et une réponse à l'enquête ont fait état de mesures transformatrices en matière de gouvernance et de gestion des données. Cependant, 59 % des pays se sont engagés et ont pris des mesures en matière de gouvernance, tandis que 58 % des pays ne se sont pas engagés en matière de gestion des données et ont quand même pris des mesures.

Figure 8. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre de la gouvernance et du financement (n=73 pays)



Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Renforcer l'approche pangouvernementale et pansociale à l'égard de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques.	Plusieurs pays (Chine, Belgique, Colombie, Estonie, Éthiopie, El Salvador, Lettonie, Malawi, Mali, République de Corée, Sierra Leone, et Zambie) ont souligné l'importance de la coopération à tous les niveaux de gouvernement, au niveau transnational et avec les organisations internationales.
Donner les moyens et développer les capacités des échelons décentralisés des gouvernements.	Le ministère national de l'Éducation, de la Culture et des Sciences du Royaume des Pays-Bas fournit principalement des fonds, fixe des normes de qualité et des objectifs globaux en matière de niveau d'éducation, tout en accordant aux écoles l'autonomie nécessaire pour gérer la qualité de leur éducation et leur infrastructure numérique tant qu'elles atteignent ces objectifs fixés par le gouvernement.
Améliorer les systèmes de gestion des données pour qu'ils soient intégrés, ouverts et utilisés pour la prise de décisions.	La République de Moldavie a créé un portail d'accès public (SIME) pour afficher et télécharger des données sur l'éducation accessibles au public. La Libye a créé un système de données avancé qui fournit des données correctes et fiables, en particulier pour les examens nationaux, où les données de tous les étudiants seront disponibles pendant plus de 40 ans. Les étudiants n'ont plus à se déplacer et peuvent désormais demander facilement des documents aux bureaux les plus proches.
Promouvoir la transparence et la responsabilité.	Le ministère de l'Éducation publique du Costa Rica a créé le SABER (Sistema de Administración Básica de la Educación y sus Recursos), un outil technologique pour aider à la réalisation des processus de suivi, de transparence et de traçabilité de l'information à tous les niveaux, dans le but d'améliorer continuellement le système éducatif. Tous les centres éducatifs du pays, publics et privés, sont tenus de fournir des informations mensuelles sur la plateforme SABER. Ces informations permettent de générer des calculs utiles concernant les ressources requises pour diverses populations, régions et centres éducatifs.

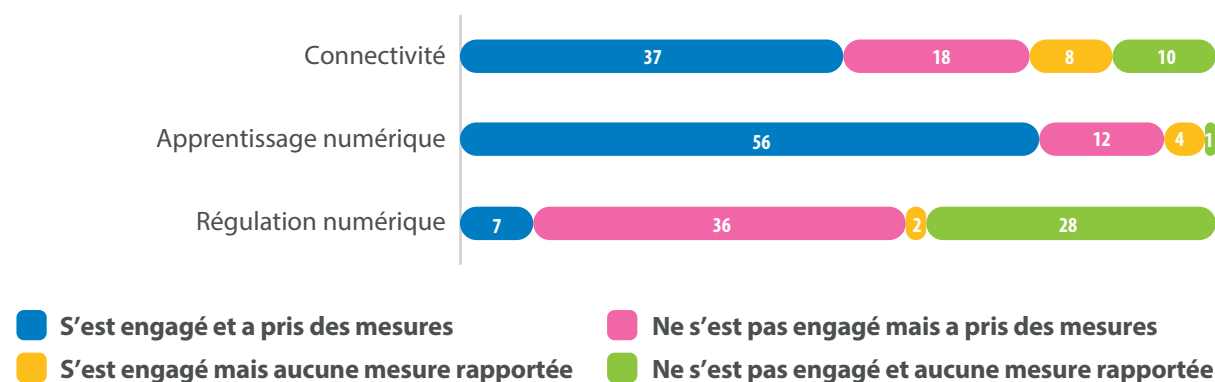
4.5 Transformation et apprentissage numériques

L'évolution technologique rapide est en train de remodeler tous les aspects de notre société, y compris l'éducation. L'une des cinq pistes d'action thématiques du Sommet sur la Transformation de l'Éducation, « Transformation et apprentissage numériques », met en lumière le rôle des technologies dans les efforts systémiques plus vastes visant à transformer l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie.¹³ *L'Appel à l'action : Réaffirmer que l'apprentissage numérique est un bien public*¹⁴ lancé au cours du Sommet a identifié trois clés (le contenu, la capacité et la connectivité) pour libérer le pouvoir de l'apprentissage numérique tout en soulignant la nécessité de centrer les plus marginalisés.

Comme indiqué dans le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2023*, l'utilisation des technologies devrait être en adéquation avec les termes de l'éducation et guidée par les quatre principes d'inclusion, d'équité, de qualité et d'accessibilité.¹⁵ Appliquées de manière appropriée, les technologies numériques peuvent élargir l'accès à l'éducation, soutenir le développement et le travail des enseignants, et favoriser l'apprentissage autonome pour poursuivre des intérêts divers et développer des compétences tout au long de la vie. La transformation numérique de l'éducation est toutefois souvent confrontée à des défis tels que la « fracture numérique », la qualité des contenus, l'efficacité des pédagogies et le manque de systèmes de soutien. En outre, la dépendance croissante à l'égard des technologies risque de créer une marchandisation de l'éducation et exige donc une gouvernance réfléchie pour équilibrer la participation du secteur privé et assurer la responsabilisation et la transparence.

L'apprentissage numérique est l'un des sous-thèmes où le taux de pays déclarant des actions transformatrices est le plus élevé (95 % de tous les pays ayant répondu). D'autre part, la **Figure 9** montre que 49 % des pays (ceux qui ont soumis une déclaration d'engagement nationale et une réponse à l'enquête) n'ont pas pris d'engagement spécifique en faveur de la réglementation numérique, mais ont quand même pris des mesures, ce qui indique qu'il s'agit également d'un sujet de préoccupation pour de nombreux pays.

Figure 9. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre de la transformation et de l'apprentissage numériques (n=73 pays)



Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Garantir une utilisation sûre et responsable des technologies tout en réduisant la « fracture numérique ».	Connectivité : le gouvernement fédéral allemand a débloqué 6,5 milliards d'euros pour améliorer l'infrastructure numérique de près de 40 000 écoles dans le pays. L'Espagne fournit 300 000 appareils portables aux élèves les plus vulnérables dans le cadre de son programme de numérisation du système éducatif (#EcoDigEdu). Apprentissage numérique : La République dominicaine a entrepris de former 100 000 enseignants à l'utilisation pédagogique des TIC.

<p>Renforcer le soutien aux enseignants et les contenus d'apprentissage numériques en tant que pierres angulaires d'un apprentissage numérique efficace.</p>	<p>Soutien aux enseignants : L'Argentine a formé plus de 260 000 enseignants en 2022. L'Ouzbékistan met en œuvre le projet « un million de programmeurs », qui encourage également les enseignants à suivre une formation en leur décernant des prix, et le Mali a formé plus de 1 600 enseignants à l'éducation numérique, en particulier à la production et à l'utilisation de ressources numériques. Contenus d'apprentissage numérique : Seule une poignée de pays ont cité des exemples de plateformes d'apprentissage numériques, telles que la plateforme chinoise d'éducation intelligente, qui héberge un large éventail de ressources d'apprentissage alignées sur les programmes scolaires, et la plateforme Madrasati de l'Arabie Saoudite, qui fournit une solution complète pour faciliter les processus d'apprentissage à distance.</p>
<p>Favoriser la gouvernance de la transformation numérique de l'éducation avec un soutien politique et une coopération intersectorielle.</p>	<p>Les réponses à l'enquête montrent une augmentation des actions en faveur de la réglementation numérique, les pays adoptant des stratégies nationales exhaustives. Andorre a par exemple adopté la stratégie numérique pour l'éducation 2022-2025, qui met l'accent sur les compétences numériques et le soutien aux enseignants ainsi que sur la sécurité, l'accessibilité, la qualité et l'écoresponsabilité des outils numériques dans le système éducatif. L'Éthiopie a quant à elle publié une stratégie d'éducation numérique et le plan de mise en œuvre 2023-2028 destiné à la mettre en pratique.</p>
<p>Galvaniser les efforts systématiques d'examen et de réflexion sur les tendances émergentes dans les technologies et les orienter au profit de l'éducation.</p>	<p>La Turquie utilise la réalité virtuelle pour soutenir l'EFTP, tandis que Singapour déploie un projet national visant à développer la maîtrise de l'IA chez tous les élèves et que la République de Corée intègre l'IA dans son secteur éducatif en appliquant des directives éthiques.</p>

4.6 Éducation et protection de la petite enfance

L'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) englobent les services, activités et interventions qui visent à protéger les enfants de la naissance à huit ans contre les préjudices, à promouvoir leur bonne santé et leur bonne nutrition et à soutenir leur développement physique, cognitif, social et affectif.¹⁶ Reconnaisant l'importance cruciale des premières années de la vie, l'EPPE met l'accent sur une approche holistique et intégrée de la santé, du développement et de l'apprentissage de l'enfant. Malgré son importance, l'investissement dans l'EPPE reste faible, avec une moyenne de seulement 6,6 % des budgets nationaux et régionaux de l'éducation (et de 2 % dans les pays à faible revenu) investis dans l'éducation préscolaire, ce qui reste bien inférieur à l'objectif mondial d'au moins 10 % recommandé par l'UNICEF.¹⁷

L'EPPE est un outil essentiel pour prévenir et inverser les inégalités intergénérationnelles et l'un des investissements les plus importants pour améliorer les résultats scolaires.¹⁸ Le premier événement intergouvernemental de haut niveau sur l'éducation organisé après le Sommet a été la Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance, convoquée par l'UNESCO en novembre 2022. Lors de la Conférence, la Déclaration de Tachkent a été adoptée et des engagements d'action pour transformer la prise en charge et l'éducation de la petite enfance ont été pris, y compris des principes directeurs et des stratégies, qui relèvent de quatre catégories : (1) des services d'EPPE de qualité équitables et inclusifs pour tous ; (2) le personnel de l'EPPE ; (3) les innovations pour faire progresser la transformation ; et (4) les politiques, la gouvernance et les finances.¹⁹

La **Figure 10** montre que les 41 pays (56 %) ayant soumis à la fois une déclaration nationale d'engagement et une réponse à l'enquête n'ont pas pris d'engagement spécifique en faveur de l'EPPE mais ont tout de même entrepris des actions, ce qui pourrait indiquer que les pays reconnaissent et prennent des mesures en faveur de l'EPPE dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, sans toutefois lui accorder le niveau d'engagement politique élevé observé dans certains pays.

Figure 10. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre de l'éducation et de la protection de la petite enfance (n=73 pays)


Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Élargir et diversifier l'accès à une EPPE holistique et intégrée pour atteindre les plus vulnérables.	Le Chili a utilisé une technologie de géolocalisation pour mettre en relation les lieux inutilisés des différents prestataires de services d'EPPE avec les enfants inscrits sur liste d'attente et pour identifier les lieux où construire ou rénover les unités et centres d'EPPE. La Jordanie a mis en œuvre un programme d'horaires de travail flexibles et simplifié les procédures d'octroi d'autorisations pour les prestataires de services de maternelle afin d'accroître leurs capacités d'absorption. Guidée par sa Vision 2030, l'Arabie Saoudite vise un taux de scolarisation de 90 % en maternelle d'ici 2030. À cette fin, le ministère de l'Éducation a construit, rénové ou agrandi des écoles maternelles et alloué des subventions pour couvrir les frais de scolarité et des bons pour les enfants de familles bénéficiant de la sécurité sociale.
Améliorer les programmes et la pédagogie de l'EPPE.	Le Cadre de soutien aux apprenants précoces de Singapour a été révisé en 2022 afin de fournir des lignes directrices actualisées pour un enseignement et un apprentissage de qualité, en mettant davantage l'accent sur le développement des valeurs, des compétences sociales et émotionnelles et des dispositions d'apprentissage des enfants.
Faire des éducateurs et soignants de l'EPPE une force transformatrice.	<p>Le Maroc a mis en place un programme de certification pour les enseignants du préscolaire, avec près de 9 000 enseignants formés en 2022-2023, dont 5 000 nouvelles recrues.</p> <p>Le programme fédéral allemand « Initiative pour une main-d'œuvre qualifiée : attirer les jeunes talents et fidéliser les professionnels dans l'éducation préscolaire » a aidé les États fédéraux à recruter et à retenir davantage de professionnels de l'EPPE, à rendre la formation plus axée sur la pratique et à offrir des opportunités de développement de carrière aux professionnels expérimentés. Le Gouvernement de la Zambie a, quant à lui, relevé la qualification minimale des enseignants, qui est passé du niveau d'un certificat à celui d'un diplôme, d'une maîtrise et d'un doctorat dans le domaine de l'éducation de la petite enfance.</p>
Accroître les investissements, améliorer la gouvernance et renforcer le suivi et l'évaluation.	<p>Le Bangladesh procède à un recensement annuel des écoles primaires afin de suivre les progrès et le maintien des enfants dans l'enseignement préscolaire.</p> <p>La Bosnie-Herzégovine a entrepris une évaluation des approches stratégiques définies dans la Plateforme pour le développement de l'éducation préscolaire 2017-2022 afin d'éclairer les mesures visant à améliorer l'intégration des enfants issus de milieux défavorisés (par exemple, résidents ruraux, faibles revenus familiaux) et des enfants handicapés et ayant des besoins spéciaux.</p> <p>Bahreïn a souligné que les politiques réglementaires constituaient la pierre angulaire de ses lignes directrices que se doivent de suivre les établissements d'EPPE indépendants dans la création et le fonctionnement de centres d'EPPE et la prestation de services d'EPPE efficaces.</p>

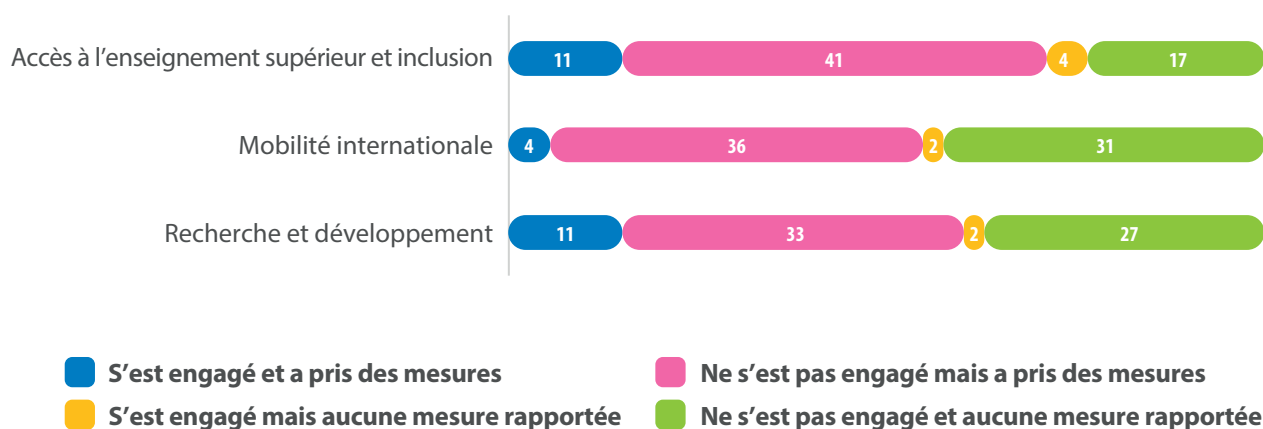
4.7 Enseignement supérieur et recherche

L'enseignement supérieur est une partie essentielle et intégrale de l'ODD 4-Éducation 2030, qui vise à garantir une éducation inclusive et équitable de qualité dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. L'enseignement supérieur joue un rôle essentiel dans la préparation d'une main-d'œuvre qualifiée, la production de connaissances et le développement socio-économique.

Les systèmes d'enseignement supérieur ont connu des changements spectaculaires au cours des dernières décennies, avec l'augmentation des inscriptions, de la mobilité des étudiants et l'émergence de nouveaux modes d'apprentissage et de prestataires diversifiés, notamment privés, l'apprentissage à distance et mixte, les doubles diplômes internationaux et l'éducation transnationale.²⁰ Malgré les progrès accomplis, des défis tels que l'inégalité d'accès, la hausse des coûts et les problèmes de qualité persistent. La troisième Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, en 2022, a souligné l'importance de réinventer l'enseignement supérieur pour relever les défis mondiaux et de promouvoir des principes tels que l'inclusion, l'équité, la durabilité et la coopération.²¹ De plus, de nombreux pays prennent des mesures pour améliorer l'accès à l'enseignement supérieur, l'inclusion et le financement.

La **Figure 11** montre que, sur les 73 pays qui ont soumis à la fois une déclaration nationale d'engagement et une réponse à l'enquête, 56 % ont signalé des actions en faveur de l'accès à l'enseignement supérieur et de l'inclusion, mais sans prendre d'engagement spécifique en ce sens. De la même manière que pour l'éducation et la protection de la petite enfance, l'enseignement supérieur n'a sans doute pas été spécialement mis en avant dans la période précédant le Sommet sur la Transformation de l'Éducation, ce qui est peut-être à l'origine du nombre limité de pays s'engageant dans ces domaines.

Figure 11. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre de l'enseignement supérieur (n=73 pays)



Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Allouer des ressources adéquates à l'enseignement supérieur pour assurer un accès équitable à un enseignement supérieur inclusif et de qualité.	<p>La République dominicaine a augmenté ses investissements en R&D à 1,5% du PIB d'ici 2025 et le Plan argentin de virtualisation de l'enseignement supérieur a investi plus de 7 milliards de dollars dans 248 projets sur le terrain. Ces initiatives fournissent des ressources importantes pour des améliorations qualitatives et quantitatives potentielles dans le domaine de l'enseignement supérieur.</p> <p>La Jordanie offre des bourses et des prêts par le biais de son Fonds de soutien aux étudiants. L'île Maurice a aboli les frais de scolarité.</p> <p>La République dominicaine a pour sa part mis l'accent sur les bourses pour les étudiants à faible revenu.</p>

<p>Promouvoir l'internationalisation, la reconnaissance académique et la mobilité dans l'enseignement supérieur.</p>	<p>La Convention mondiale est entrée en vigueur en mars 2023 et a établi des principes universels pour une reconnaissance équitable, transparente et non discriminatoire des diplômes de l'enseignement supérieur, donnant accès à l'enseignement supérieur et offrant des possibilités d'études et d'emploi. En avril 2024, 28 États étaient parties à la Convention mondiale. Au niveau régional, les pays européens poursuivent activement la régionalisation de l'enseignement supérieur. La loi 14/2018 d'Andorre, par exemple, aligne ses politiques sur le processus de Bologne, encourage la mobilité des étudiants et des enseignants et renforce la cohérence des systèmes d'enseignement supérieur en Europe. L'Albanie a fait état d'efforts en cours pour internationaliser son système.</p>
<p>Financer suffisamment la recherche et favoriser les échanges et la coopération.</p>	<p>La France accroît la recherche doctorale financée par le secteur privé dans le cadre du programme Cifre. La stratégie Panorama de la Norvège oriente les programmes de financement pour l'enseignement supérieur et la coopération en matière de recherche.</p>

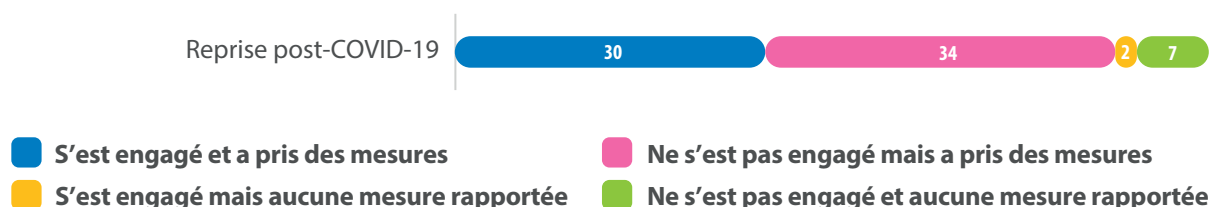
4.8 Reprise post-COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu un impact sans précédent sur les systèmes éducatifs du monde entier. Elle a mis en lumière les inégalités lorsqu'elles ont été exacerbées au niveau de l'accès à l'information, aux ressources et aux systèmes de soutien. La pandémie a également mis en lumière de nouveaux défis éducatifs et de nouvelles opportunités de croissance, avec l'impulsion concertée pour développer des systèmes éducatifs plus inclusifs, efficaces, résilients et durables.

Le chemin de la reprise a mis en lumière le besoin urgent d'atténuer l'impact de la pandémie sur la santé mentale et le bien-être des élèves, les pertes d'apprentissage et les retards de développement. La transformation post-pandémique de l'éducation implique également une approche holistique visant à réduire les inégalités dans le domaine de l'éducation, à combler le fossé numérique, à renforcer le soutien des enseignants, à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et le développement durable et à garantir un financement et une gouvernance adéquats.²²

La **Figure 12** montre que, sur les 73 pays qui ont à la fois soumis une déclaration d'engagement nationale et répondu à l'enquête, 34 (soit 47 %) ne se sont pas spécifiquement engagés en faveur de la reprise post-COVID-19 mais ont tout de même pris des mesures en ce sens. Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait que de nombreux plans de rétablissement post-COVID-19 étaient déjà en place et que les pays ne se sont pas engagés à prendre de nouvelles mesures lors du Sommet.

Figure 12. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre de la reprise post-COVID-19 (n=73 pays)



Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Construire des systèmes éducatifs résilients qui assurent un apprentissage sûr et continu.	Les stratégies comprennent des protocoles de gestion de crise, l'éducation sanitaire, l'accès équitable à l'apprentissage, l'exploitation des technologies et le soutien en santé mentale. La République démocratique populaire lao accorde la priorité à la lutte contre l'abandon scolaire afin de s'assurer que les enfants vont à l'école et y restent pour compléter un cycle complet d'éducation de qualité dans cinq domaines d'action clés du cadre RAPID pour rétablir l'apprentissage.
Adapter et exploiter les innovations introduites en réponse à la pandémie de COVID-19 pour faire progresser l'équité et la qualité de l'éducation.	Les pays développent la connectivité Internet, fournissent des appareils et garantissent des contenus de qualité. La pandémie a conduit le Kirghizistan à accélérer les processus de numérisation dans l'éducation et à faire passer le processus éducatif à un format numérique. Son ministère de l'Éducation a créé un portail éducatif spécial pour héberger tous les cours en vidéo ainsi que des liens vers toutes les autres plateformes éducatives, bibliothèques électroniques, dictionnaires électroniques, plateformes de tests en ligne, etc.
Maintenir et renforcer les programmes de soutien psychosocial et en santé mentale pour le bien-être des apprenants et du personnel éducatif et pour les crises futures.	Les initiatives comprennent l'intégration des programmes de santé mentale dans l'enseignement et la prestation de services d'accompagnement. La République de Corée a déployé des experts en santé mentale dans les écoles, offrant des séances de conseil dans le cadre du projet Wee. Le projet Wee a poursuivi les évaluations holistiques, les programmes d'accompagnement et de guérison. La Belgique a alloué du temps supplémentaire à la prestation d'un soutien pédagogique, éducatif et psychosocial renforcé et ciblé au profit des élèves de l'enseignement primaire et secondaire ordinaire et spécialisé. Ce soutien supplémentaire s'ajoute au travail déjà effectué en classe.

4.9 Engagement des jeunes

La population mondiale de jeunes (qui devrait atteindre 1,3 milliard d'ici 2030) offre une opportunité significative de développer les systèmes éducatifs afin de relever divers défis. Que signifie impliquer les jeunes de manière « significative » ? Un engagement significatif a pour principes fondamentaux d'être fondé sur les droits, sûr, mandaté sur le plan institutionnel, désigné, doté de ressources, transparent, accessible, volontaire, informatif, réciproquement responsable, diversifié et inclusif, et de reconnaître les jeunes comme de véritables partenaires.²³ La participation des jeunes exige des opportunités et des espaces où les jeunes peuvent exprimer leurs points de vue, mais aussi des possibilités pour les décideurs d'écouter ces points de vue et de les prendre en compte.

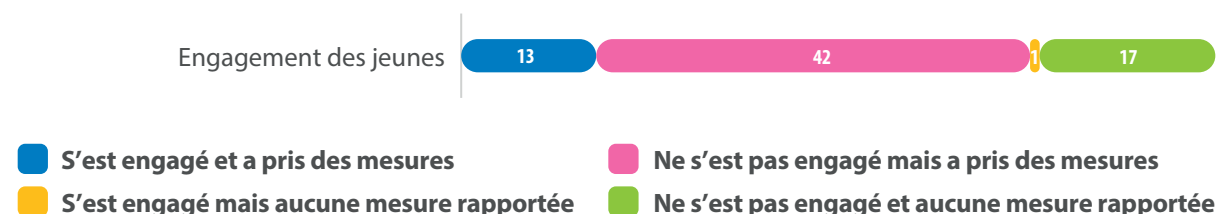


« Ne faites rien pour nous sans nous » est devenu le mantra collectif d'une génération. Les politiques, les programmes et les activités doivent être élaborés avec les jeunes, et non seulement pour eux.



La pandémie de COVID-19 a exacerbé le désengagement des jeunes en raison des possibilités d'éducation limitées et du sentiment d'exclusion. Pour y remédier, il faut faire participer les jeunes à l'élaboration des politiques, programmes et activités. Les gouvernements doivent reconnaître la valeur de la participation des jeunes et la considérer comme un investissement dans l'avenir. Des études montrent que la participation des jeunes aux décisions conduit à un développement positif, à une motivation accrue et à un sentiment d'appropriation.²⁴

La **Figure 13** illustre une tendance notable parmi les 73 pays qui ont soumis à la fois une déclaration d'engagement nationale et une réponse à l'enquête : 59 % de ces pays ne se sont pas engagés à impliquer la jeunesse et ont tout de même entrepris des actions dans ce domaine. Cette augmentation remarquable peut être attribuée au moins en partie au mouvement mondial pour la transformation de l'éducation, mené par les jeunes dans la perspective du Sommet. La Déclaration de la jeunesse sur la transformation de l'éducation, élaborée à l'issue de consultations menées par des jeunes et auxquelles ont participé près d'un demi-million de jeunes de plus de 170 pays, a été la pièce maîtresse de cet effort de transformation.

Figure 13. Comparaison des engagements et des actions des pays par sous-thème au titre de l'engagement des jeunes (n=73 pays)


Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Ancrer l'engagement des jeunes dans un cadre juridique afin d'assurer sa stabilité et sa durabilité au-delà des changements politiques.	Le Conseil de la jeunesse espagnol a été créé en 1983 par une loi garantissant la participation des jeunes au développement politique, social et économique. Le groupe consultatif de la jeunesse de Sierra Leone, représentant tous les districts, est inscrit dans la loi Éducation 2030. Les règles constitutionnelles de la Belgique exigent que les acteurs de l'éducation soient consolidés par l'intermédiaire du Conseil flamand de l'éducation, qui comprend les associations étudiantes.
Élaborer et financer une politique, un plan sectoriel ou une stratégie pour la jeunesse.	L'Estonie a élaboré et financé un Plan de développement du secteur de la jeunesse pour la période 2021-2035, doté d'un budget total estimé à 356 millions d'euros sur trois ans, afin d'offrir aux jeunes des possibilités de développement, un sentiment de sécurité et un soutien. En Albanie, la Stratégie nationale 2022-2029 en faveur de la jeunesse et son Plan d'action visent à garantir l'égalité des droits et des chances, le soutien et l'engagement des jeunes vulnérables et marginalisés et des jeunes les plus touchés par la pauvreté, la violence, la maltraitance, le handicap et l'exclusion sociale.
Veiller à ce que les jeunes soient consultés régulièrement sur les questions éducatives.	À Cuba, les jeunes et les étudiants font partie d'organisations sociales intergénérationnelles (telles que les syndicats) où ils participent à la prise de décisions du niveau national jusqu'au niveau des établissements d'enseignement. Ils disposent en outre d'espaces de dialogue et de réflexion dans le cadre du programme d'études institutionnel. Par ailleurs, tous les jeunes participent à l'élaboration des règlements, résolutions et normes juridiques de l'éducation et du pays, y compris la politique globale en faveur de l'enfance, de l'adolescence et de la jeunesse, le Code de la famille, les règlements sur l'école, les résolutions sur les évaluations scolaires et sur la continuité des études, entre autres.

5. Financement de l'éducation

Le Chapitre 4 (Financement de l'éducation) du rapport d'enquête est divisé en deux parties : le financement national de l'éducation et le soutien international à l'éducation. Conformément à l'appel à l'action du Sommet sur la Transformation de l'Éducation, les pays sont encouragés à augmenter les investissements dans l'éducation et à prendre des mesures permettant d'améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience des dépenses. Ce chapitre analyse largement les efforts déployés par les pays, en alignement avec cinq volets d'action, à la fois au niveau national et au niveau mondial, fournissant un soutien international pour l'éducation, avec pour ambition : (i) d'investir davantage, (ii) d'investir plus équitablement et (iii) d'investir plus efficacement dans l'éducation, (iv) de suivre et rendre compte des investissements dans l'éducation et (v) d'adopter des mécanismes de financement innovants.

5.1 Financement national

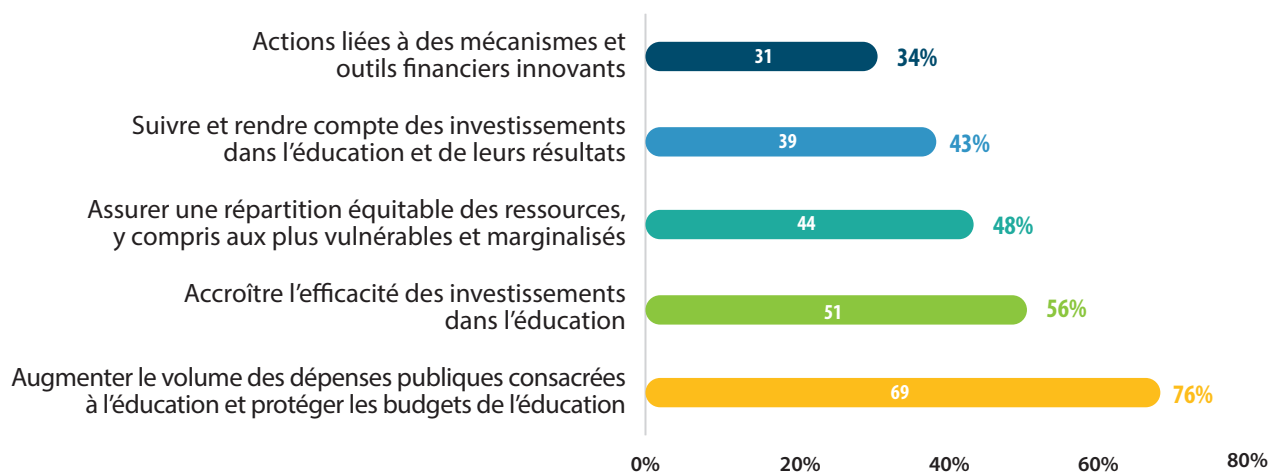
La pandémie de COVID-19 a exacerbé les crises mondiales de l'apprentissage, soulignant la nécessité urgente d'investissements importants dans les systèmes éducatifs pour assurer la résilience et la continuité.²⁵ Malgré la reconnaissance de l'importance de l'éducation, les dépenses publiques restent insuffisantes, de nombreux pays ayant réduit les dépenses publiques d'éducation après la pandémie.

Les déficits de financement pour le développement durable se creusent. Le coût de la réalisation des objectifs nationaux liés à l'ODD 4 dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur de 2023 à 2030 s'élève à un total cumulé de 3 700 milliards de dollars.²⁶ Les dépenses d'éducation sont parfois perçues par les décideurs des finances publiques comme un coût plutôt que comme un investissement stratégique sur le long terme. Les gouvernements doivent faire des compromis dans leurs priorités de dépenses entre des secteurs et des défis concurrents, ce que leur marge de manœuvre budgétaire limite encore plus.

Les intérêts de la dette extérieure sont de plus en plus lourds pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur, ce qui limite leur marge de manœuvre budgétaire et les conduit à réduire les dépenses consacrées à des secteurs pourtant essentiels comme l'éducation, la santé et l'environnement. En 2022, les pays en développement ont dépensé un montant record de 443,5 milliards de dollars au service de leur dette. Les coûts du service de la dette devraient augmenter de 10 % pour l'ensemble des pays en développement au cours de la période 2023/2024 et de près de 40 % pour les pays à faible revenu.²⁷

La mise en œuvre de l'éducation exige donc non seulement une refonte du contenu, de la qualité et de la pertinence de l'éducation, mais aussi la prise de mesures décisives et progressives par les pays pour redéfinir les priorités en matière d'investissement dans l'éducation et améliorer la mobilisation des ressources nationales et l'efficacité et l'efficience des dépenses, ainsi qu'une action concertée au niveau mondial pour aligner les efforts de la communauté internationale et recentrer le paysage de l'aide financière (organismes multilatéraux, banques, donateurs, fonds, etc.) afin d'aider les pays dans leurs efforts de transformation de leurs systèmes éducatifs (**Figure 14**).

Figure 14. Sur 91 pays ayant répondu à l'enquête, 78 pays ont fait état de mesures concrètes visant à améliorer le financement national de l'éducation, en mettant l'accent sur l'augmentation des dépenses publiques pour l'éducation et la protection des budgets pour l'éducation en temps de crise et de contraintes fiscales (n=91 pays)



Domaine d'action	Exemples d'actions par pays
Augmenter le volume des dépenses publiques consacrées à l'éducation et protéger les budgets de l'éducation.	<p>Plusieurs pays (Albanie, Argentine, Colombie, République Dominicaine, Ethiopie, Monténégro) indiquent qu'ils développent activement et mettent en place des stratégies de financement sur le long terme afin de renforcer les investissements dans l'éducation, ou qu'ils mettent en place des réformes fiscales pour augmenter l'espace fiscal permettant d'investir dans l'éducation (Madagascar, Sud Soudan, Ouzbékistan).</p> <p>La République dominicaine a augmenté progressivement son budget de l'éducation pour atteindre les objectifs internationaux et a fixé un investissement minimum de 2 500 dollars par enfant et par an.</p> <p>L'Argentine a adopté un nouveau projet de loi sur le financement de l'éducation en 2023 (loi No. 25 075), qui assure que durant les dix prochaines années (jusqu'en 2033), un niveau minimum de financement du gouvernement soit assuré, atteignant progressivement 8 % du PIB à l'éducation (alors qu'il est actuellement de 5%).</p>
Assurer une répartition équitable des ressources.	<p>Le Ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Recherche et de la Technologie d'Indonésie a défini des objectifs précis pour l'allocation de ressources aux groupes défavorisés (e.g. familles à revenus faibles, résidents ruraux, enfants en situation de handicap, populations vulnérables) et met en œuvre une formule d'allocation fondée sur l'équité à tous les niveaux d'éducation. En outre, le Ministère a intégré la sensibilité au genre dans le suivi des dépenses publiques pour permettre un meilleur ciblage des ressources en faveur de secteurs où les disparités persistent.</p> <p>L'Azerbaïdjan, l'Éthiopie et la Tunisie prennent aussi des mesures concrètes pour améliorer l'investissement équitable.</p>

<p>Accroître l'efficacité des investissements dans l'éducation.</p>	<p>L'Angola, l'Islande, le Liban, l'île Maurice et le Népal se sont employés à accroître l'efficacité des dépenses et la responsabilisation dans le secteur de l'éducation. Les actions entreprises visent à lier la planification du secteur de l'éducation à la programmation budgétaire (e.g. le budget orienté vers les résultats, plutôt que des allocations basées sur des livrables), la réduction des fuites et l'amélioration des capacités de service et de la gouvernance du secteur.</p> <p>Le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur au Liban a lancé un plan de réforme en 2023, qui adresse spécifiquement la réduction des coûts et l'efficacité dans le système d'éducation publique, également l'amélioration de la gouvernance. La réforme inclut l'optimisation du réseau des écoles publiques, le nombre de classes et le redéploiement des enseignants pour améliorer le ratio apprenant-enseignant.</p>
<p>Suivre et rendre compte des investissements dans l'éducation et de leurs résultats.</p>	<p>La République dominicaine a mis en œuvre des mesures visant à améliorer la transparence et le suivi des dépenses en éducation en établissant un « système général de renseignement stratégique » qui collecte et désagrège des données sur la couverture, les ressources, les infrastructures et les résultats scolaires par région, localité, niveau d'éducation, genre, handicap et origine ethnique.</p>
<p>Actions liées à des mécanismes et outils financiers innovants.</p>	<p>En Côte d'Ivoire, un mécanisme de financement commun public-privé (le Child Learning and Education Facility, CLEF) a été déployé en 2021 dans le but d'améliorer l'accès à l'enseignement primaire, de promouvoir les droits de l'enfant et de lutter contre le travail des enfants.</p>

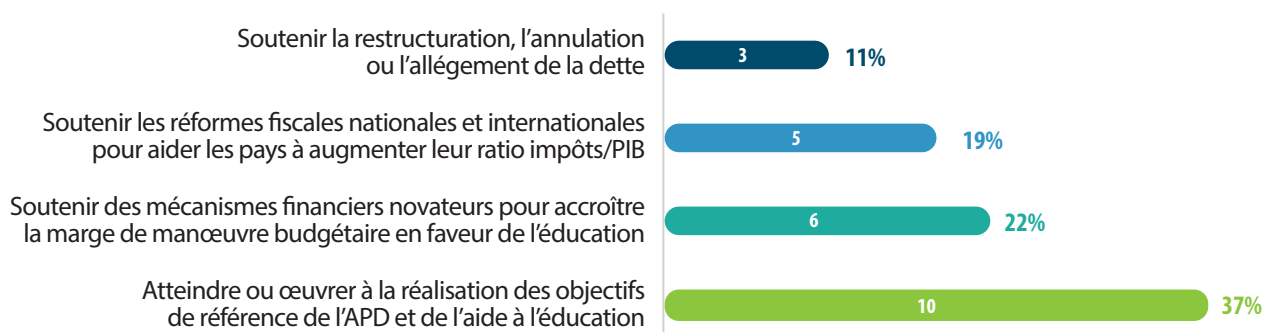
5.2 Aide internationale à l'éducation

Bien que les ressources nationales représentent la plus grande part du financement de l'éducation au niveau des pays, l'aide internationale pour l'éducation reste essentielle pour catalyser la transformation de l'éducation nécessaire pour atteindre les cibles de l'ODD 4 dans les pays en développement. Malgré une augmentation de l'aide publique au développement (APD) au cours des 20 dernières années (2003-2022), la proportion allouée à l'éducation a stagné. Seuls quelques pays donateurs respectent le critère de référence consistant à allouer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD, et ils sont encore moins nombreux à consacrer les 15 % recommandés à l'éducation.²⁸ L'émergence de donateurs non traditionnels et de fondations privées modifie le paysage de l'aide, ce qui nécessite un effort de collaboration pour mieux aligner l'appui sur les besoins et les priorités des pays dans le cadre d'un mécanisme de coordination commun piloté par les pays.

L'appel à l'action du Sommet en matière d'investissement dans l'éducation exhorte la communauté mondiale à agir sur le financement de l'éducation en mettant particulièrement l'accent sur l'amélioration de la disponibilité des ressources pour le secteur de l'éducation, le soutien aux pays dans l'élargissement de leur marge de manœuvre budgétaire, la justice fiscale, l'allègement de la dette et les solutions de financement innovantes en complément des ressources nationales.

Sur les 55 pays donateurs ayant leur profil dans le système de notification des pays créanciers de l'OCDE, 27 pays ont répondu à l'enquête, 13 faisant état de mesures concrètes visant à améliorer l'aide internationale à l'éducation. Comme le montre la **Figure 15**, plusieurs pays donateurs (parmi lesquels l'Allemagne, la France, la Norvège, la République de Corée et la Suisse) ont indiqué qu'ils soutenaient les réformes du système fiscal international et national afin d'élargir la marge de manœuvre budgétaire et de permettre aux gouvernements d'accroître leurs dépenses dans l'éducation. L'Allemagne est par exemple l'un des principaux fournisseurs d'APD, soutenant des actions visant à renforcer la mobilisation des recettes intérieures en mettant l'accent sur la promotion de systèmes fiscaux mondiaux équitables. L'Allemagne a également joué un rôle essentiel en facilitant le consensus sur l'EBTB (érosion de la base d'imposition et transfert des bénéficiaires) en mettant en œuvre 15 actions visant à lutter contre l'évasion fiscale, à améliorer la cohérence des règles fiscales internationales, à garantir un environnement fiscal plus transparent et à relever les défis fiscaux.

Figure 15. 13 pays ont fait état de mesures concrètes visant à améliorer l'aide internationale à l'éducation (n=27 pays)



Bibliographie

- 1 UNESCO. 2023. *SDG 4 mid-term progress review: progress since 2015 has been far too slow* (Examen à mi-parcours de l'ODD 4 : les progrès accomplis depuis 2015 ont été beaucoup trop lents, Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation) <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386852>
- 2 Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO. *Résultats d'apprentissage*. <https://www.education-progress.org/fr/articles/learning> (consulté le 5 avril 2024)
- 3 UNESCO. 2024. *Rapport mondial sur les enseignants : ce que vous devez savoir*. <https://www.unesco.org/fr/articles/rapport-mondial-sur-les-enseignants-ce-que-vous-devez-savoir> (consulté le 5 avril 2024)
- 4 UNESCO. 2023. *SDG 4 Leadership commits to accelerate action to transform education in Paris meeting* (les responsables de l'ODD 4 s'engagent à accélérer l'action pour transformer l'éducation lors d'une réunion à Paris). <https://www.unesco.org/en/articles/sdg4-leadership-commits-accelerate-action-transform-education-paris-meeting#:~:text=The%20UNESCO%202023%20Global%20Education,reach%20their%20national%20SDG4%20targets> (consulté le 5 avril 2024.)
- 5 UNESCO. 2021. *Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation*. Paris, UNESCO. (Rapport de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation) <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379705>
- 6 Nations Unies. 2021. Notre Programme commun. Rapport du Secrétaire général. https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/assets/pdf/Common_Agenda_Report_English.pdf (consulté le 24 octobre 2023).
- 7 Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030. 14^e Forum de dialogue politique et réunion sur la gouvernance. Note conceptuelle. https://teachertaskforce.org/sites/default/files/2023-12/2024_PDF%20concept%20note_EN%2029%20November.pdf
- 8 UNESCO. 2022. *Document de réflexion pour le Sommet sur la transformation de l'éducation*. <https://www.unesco.org/sdg4education2030/en/sdg4education2030/knowledge-hub/thematic-action-track-1-inclusive-equitable-safe-and-healthy-schools-discussion-paper>
- 9 Transformation de la profession enseignante : Recommandations et résumé des délibérations du Groupe de haut niveau sur la profession d'enseignant organisé par le Secrétaire général des Nations Unies, Genève : Bureau international du Travail, 2024. © OIT.
- 10 UNESCO. 2021. *Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation*. Paris, UNESCO. (Rapport de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation) <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379705>
- 11 UNESCO. 2021. *Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation*. Paris, UNESCO. (Rapport de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation) <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379705>
- 12 Rapport mondial de suivi sur l'éducation. 2009. *Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance*. p.6
- 13 Nations Unies. 2022. *Document de travail sur la piste d'action thématique 4 sur les apprentissages et la transformation numériques*. Disponible à l'adresse : https://transformingeducationsummit.sdg4education2030.org/system/files/2022-08/TES_AT4%20Discussion%20Paper_Final%20draft%20for%20the%20knowledge%20hub_FR%20docxFN.pdf (consulté le 10 janvier 2024.)
- 14 <https://www.un.org/en/transforming-education-summit/calls-to-action>
- 15 Rapport mondial de suivi sur l'éducation. 2023. *Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2023 : les technologies dans l'éducation : qui est aux commandes ?* <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388893> (consulté le 10 janvier 2024.)
- 16 UNESCO. 2022. *Education starts early: progress, challenges and opportunities; conference background report*. (L'éducation commence tôt : progrès, défis et opportunités ; rapport d'information de conférence) <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383668> (consulté le 8 janvier 2024).
- 17 UNICEF. 2019. *A World Ready to Learn: Prioritizing quality early childhood education* (Un monde prêt à apprendre : donner la priorité à une éducation de la petite enfance de qualité). UNICEF : New York.
- 18 Nations Unies. 2022. *Transformer l'éducation : un impératif politique urgent pour notre avenir collectif. Vision du Secrétaire général sur la transformation de l'éducation*. https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/2022/09/sg_vision_statement_on_transforming_education.pdf (consulté le 8 janvier 2024.)
- 19 UNESCO. 2022. *Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance : Déclaration de Tachkent et engagements à l'action pour la transformation de l'éducation et la protection de la petite enfance*, 16 novembre 2022. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384045_fre (consulté le 8 janvier 2024.)
- 20 UNESCO. Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur (CMES 2022) : Réinventer le rôle et la place de l'enseignement supérieur pour un avenir durable. Note conceptuelle, p. 2.
- 21 UNESCO. 2022. *Au-delà des limites : de nouvelles façons de réinventer l'enseignement supérieur*. (Document de travail) <https://cdn.eventsbase.com/www.whec2022.org/uploads/users/699058/uploads/69c2df623079c3845e236c56ba2d7a8aa21b3d75489e28c7910226f24f7989aec7aae05a23f31fae4587aeb4be088f99dccc6282b2a95281d.pdf>
- 22 UNESCO-ISU, UNICEF, Banque mondiale et OCDE. 2022. *De la relance de l'apprentissage à la transformation de l'éducation : aperçus et réflexions à partir de la 4^{ème} Enquête sur les réponses nationales de l'éducation aux fermetures d'écoles dues à la COVID-19*. Montréal, New York, Washington D.C., UNESCO-ISU, UNICEF, Banque mondiale et OCDE
- 23 ONU (2023). Note d'orientation n° 3 de Notre Programme commun. Meaningful Youth Engagement in Policymaking and Decision-Making Processes (engagement significatif des jeunes dans les processus d'élaboration de politiques et de prise de décisions) <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/our-common-agenda-policy-brief-youth-engagement-fr.pdf>
- 24 Yoshitaka Iwasaki (2016), The role of youth engagement in positive youth development and social justice youth development for high-risk, marginalized youth, *International Journal of Adolescence and Youth*, 21:3, 267-278, DOI: 10.1080/02673843.2015.1067893
- 25 UNESCO (2023). Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2023 : les technologies dans l'éducation : qui est aux commandes ?
- 26 UNESCO GEM (2023). Les pays ont-ils les moyens de financer leurs points de référence nationaux pour l'ODD 4 ? Document de programme et de réunion du GEM. Paris, avril 2023.
- 27 Banque mondiale (2023). Rapport sur la dette internationale 2023. Washington, DC : Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-2032-8.
- 28 OCDE, APD <https://stats.oecd.org/index.aspx?datasetcode=crs1#>

DONNÉES PRINCIPALES

Transformer l'éducation vers l'ODD 4

Rapport d'enquête sur les mesures prises par les pays pour transformer l'éducation

En 2022, face à l'échéance de 2030 pour atteindre l'objectif de développement durable 4 (ODD 4) qui approche rapidement et la crise mondiale de l'éducation qui s'aggrave, le Sommet sur la transformation de l'éducation des Nations Unies a répondu de manière décisive afin de stimuler l'action, l'ambition et la solidarité et de faire de l'éducation la priorité de l'agenda politique. Grâce à cette forte mobilisation, 143 pays ont prononcé des déclarations d'engagement nationales et ont fait part de leur détermination politique à repenser et transformer leurs systèmes éducatifs. Lors du premier anniversaire du Sommet, l'UNESCO a invité ses États membres à participer à l'Enquête sur les actions des pays pour transformer l'éducation et à rendre compte de la manière avec laquelle ils ont converti leurs engagements en actions.

Ce document présente les résultats clés du rapport intitulé *Transforming Education Towards SDG 4: Report of a global survey on country actions to transform education* (Transformer l'éducation vers l'ODD 4 : rapport d'enquête sur les mesures prises par les pays pour transformer l'éducation). Il met en avant les mesures transformatrices prises par les pays afin d'accélérer les progrès pour atteindre l'ODD 4. Le rapport insiste sur la nécessité d'adopter une approche holistique, globale et tout au long de la vie, qui tient compte du développement et du bien-être des apprenants individuels et de la société afin de réaliser la vision de l'ODD 4, à savoir transformer des vies grâce à l'éducation. L'inclusion, l'équité et l'égalité des genres doivent être au cœur des politiques et des interventions pour transformer l'éducation. Il est également indispensable d'augmenter le niveau des financements et d'améliorer l'efficacité et l'équité en matière d'éducation, et de faire des investissements dans la profession enseignante une priorité.

Restons en contact



Education2030@unesco.org



www.unesco.org/sdg4education2030/en

Suivez @UNESCO et @Education2030UN sur les médias sociaux

